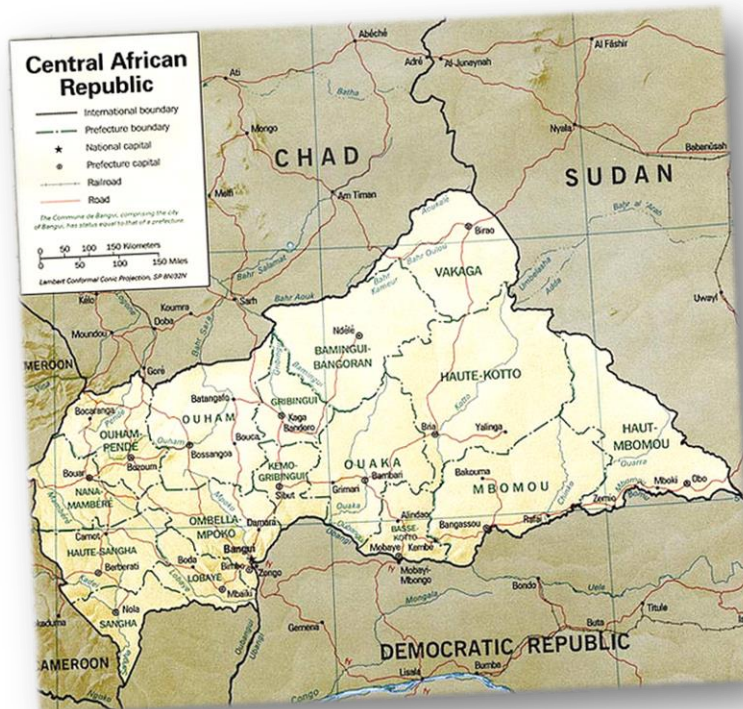


Friedrich Ebert Stiftung Cameroun/ Afrique Centrale

# *Assurer la sécurité en République Centrafricaine mission impossible ?*

Faouzi KILEMBE



Octobre 2014

# Assurer la sécurité en République Centrafricaine mission impossible?

*Faouzi KILEMBE*

---

*Octobre 2014*

*Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung. La présente publication n'est*

*form, by print, photo print, microfilm or other means without written permission from the publisher.*

*©- by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2014.*

*Tél. 00 237 22 21 29 96 / 00 237 22 21 52 92*

*B.P. 11 939 Yaoundé / Fax : 00 237 22 21 52 74*

*E-mail : [info@fes-kamerun.org](mailto:info@fes-kamerun.org)*

*Site : <http://www.fes-kamerun.org>*

---

*Réalisation éditeur : Presses universitaires d'Afrique*

*[www.aes-pua.com](http://www.aes-pua.com)*

*ISBN : 978-9956-444-84-7*

**Résumé**

La République Centrafricaine, pays enclavé au cœur de l'Afrique et potentiellement riche en ressources naturelles (forêts et mines) est confronté depuis plus de trois décennies à une crise militaire récurrente rendant les conditions de vie de ses populations précaires et à la limite de la dignité humaine.

Ce pays est caractérisé par une mal gouvernance entretenue par la classe dirigeante et ceci dès le lendemain des indépendances en Août 1960. La plupart des présidents qui ont dirigé ce pays, hormis Ange Félix Patassé, le seul démocratiquement élu, ont pris le pouvoir à travers un coup de force.

Une série de crises secouent ce pays depuis le milieu des années 1990 caractérisées par des mutineries d'une partie de l'armée nationale, des rebellions.

La crise de ces dernières années a atteint un niveau de violence et de barbarie et avec des incidences sous régionales. Les pays de la sous-région Afrique Centrale et le reste de la communauté internationale ont contraint les acteurs politiques nationaux à mettre en place une transition chargée de travailler au retour de la paix et à l'organisation des élections démocratiques dans un délai court et surtout dans un contexte sécuritaire et politique des plus compliqués. Cette transition est accompagnée par la présence des forces internationales chargées, conformément à la résolution 2127 des Nation Unies, entre autres de travailler à la restauration de la sécurité et au désarmement des groupes armés.

Mais malgré tout l'appui de la communauté internationale, la transition semble s'enliser car même si le calme semble revenir peu à peu dans la capitale Bangui, la situation sur l'ensemble du pays, reste délétère avec la recrudescence de la violence et le renforcement des positions des groupes armés.

Le présent document donne certains éléments pour comprendre le contexte et la genèse de cette crise récurrente, les enjeux de la transition et propose quelques pistes de solutions pour y remédier.

**Table des matières**

1. Les Causes structurelles de la crise centrafricaine .....	5
2. Les différentes implications de la crise centrafricaine.....	13
3. Les défis des acteurs impliqués dans la résolution de la crise centrafricaine .....	16
4. Suggestions .....	26
Bibliographie .....	28

## Introduction

La République Centrafricaine, avec ses 623 000 Km<sup>2</sup> et ses 4 616 000 habitants<sup>1</sup> est un pays enclavé. Ce pays d'Afrique centrale qui a accédé à l'indépendance le 13 août 1960 est l'un des plus pauvres du monde. Selon le rapport du PNUD sur l'Indicateur de Développement Humain, la RCA est classée au 180<sup>e</sup> rang sur 186 pays en 2013 (PNUD 2013)<sup>2</sup>.

La RCA est un pays essentiellement agricole, avec environ 80% de la population qui vit de l'agriculture et de l'élevage. Mais cette agriculture est essentiellement basée sur l'autoconsommation. Les quelques produits d'exportation (café et coton) connaissent une baisse de production liée à l'absence d'une politique nationale en la matière mais aussi à la baisse des prix sur le marché international. Mais, les crises récurrentes ayant entraîné des déplacements des populations rurales ont rendu difficiles voire impossibles les conditions de production.

Ce pays dispose d'un important potentiel forestier (6% du territoire) et minier (Diamant, or, uranium, calcaire, pétrole, etc.).

Les infrastructures routières sont faibles et en très mauvais état. Il y'a seulement 882 km bitumés sur les 9.307 km du réseau principal et le reste du réseau routier est en très mauvais état car l'Etat ne dispose pas d'assez de moyens pour l'entretenir

Les secteurs sociaux sont parmi les plus médiocres d'Afrique. Le secteur de la santé et de l'éducation sont dans un état de dégradation avancée en terme d'infrastructures et de qualité des services aux usagés.

Dès 1990, des crises récurrentes ont plongé le pays dans un cycle de violences avec des pics observés entre décembre 2012 et mars 2014. Dès le lendemain des premières élections démocratiques dans ce pays ayant permis l'élection d'Ange Félix Patassé en 1993, une série de mutineries de soldats proches de son prédécesseur André Kolingba, ont ouvert la brèche à une série de manifestations violentes des revendications politiques (rebellions et coups d'état) où l'utilisation des armes et de la violence est le dénominateur commun.

Ces crises trouvent leurs causes dans la mauvaise gestion des faibles ressources du pays par des minorités qui accèdent au pouvoir par la voie des armes. L'incompétence, la médiocrité, le tribalisme, la corruption, les détournements des deniers publics, l'impunité, etc. sont devenus le mode de gestion des différents régimes qui se sont succédés depuis l'indépendance.

Bien que ce pays qui dispose d'immenses ressources naturelles, la RCA est l'un des plus pauvres du monde du fait de l'incompétence et la cupidité de ses dirigeants et des cadres.

---

<sup>1</sup> Rapport Banque Mondiale, 2013

<sup>2</sup> <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-centrafricaine/presentation-de-la-republique-1271/>

Au-delà des crises militaro-politiques, la situation du pays est caractérisée par un chaos total. Ce chaos s'illustre par l'absence quasi-totale des services déconcentrés de l'Etat sur l'ensemble du territoire Centrafricain. Les Forces de Défense et de Sécurité, facteur de sécurisation pouvant permettre le redéploiement de l'administration dans l'arrière-pays faisant défaut, la plus grande partie du territoire est laissée à la merci des groupes armés ainsi que des milices. Les agents de l'Etat chargés de faire fonctionner la machine administrative n'étant pas en province, les services sociaux de base sont quasi inexistantes. Le personnel de santé par exemple ainsi que ceux de la justice, compte tenu de l'insécurité, ont déserté leur poste d'affectation. Ce qui a pour conséquences l'abandon total de ces populations sur le plan sanitaire et l'instauration de la « justice des vainqueurs ». Patrice GOURDIN, dans son livre « République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié », publié en octobre 2013 résume la situation de la RCA en ces termes : une nation inexistante, un potentiel mal valorisé, une population malheureuse, un héritage colonial, une mauvaise gouvernance, et une démocratie introuvable.

Dès le début de la crise de 2012, on a observé très peu d'intérêt de la communauté internationale pour ce pays, en dehors de la mobilisation de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) et de la CEEAC (Communauté des Etats d'Afrique Centrale). Il a fallu que le Président Français François Hollande soit sensibilisé au chaos ambiant qui prévalait en Centrafrique, lors d'une rencontre à l'Elysée entre le Président Français et la communauté des Humanitaires, en RCA en novembre 2013, pour que la France prenne la décision de s'impliquer réellement dans la recherche de solutions de la crise Centrafricaine. Ce désintérêt peut s'expliquer par la concomitance avec la crise malienne et une mauvaise évaluation de la gravité ainsi que de la complexité de cette crise.

Avec l'absence totale des services publics de l'Etat sur la presque totalité du pays, une classe politique irresponsable et incompétente, des groupes armés qui fourmillent partout et des armes qui circulent partout, une jeunesse abandonnée à elle-même et sous l'emprise de la drogue et des manipulations, la RCA est en voie de déliquescence.

Pourquoi ces crises récurrentes ? Quels sont les acteurs impliqués dans la dernière crise ? Quelles sont les pistes de solutions à cette crise ?

## **1. Les Causes structurelles de la crise centrafricaine**

### **1.1 Les coups d'états comme mode d'accès au pouvoir**

La RCA semble n'avoir jamais connu d'accalmie depuis la période coloniale. L'accession de ce pays à l'indépendance, le 13 Août 1960, s'est faite au lendemain de la mort tragique du président fondateur de la République centrafricaine, Barthélémy Boganda, mort dans un accident d'avion le 29 mars 1959. Plusieurs Chefs d'état sont ensuite succédés à la tête de ce pays et la plupart à travers un coup d'état. Après le décès du père de l'indépendance, plusieurs chefs d'Etat ont pris les rênes du pouvoir politique en RCA, mais ils ont tous ou presque les mêmes similitudes dans leur gestion de la chose publique, clientélisme, népotisme, corruption en un mot mal gouvernance. Du Président DACKO qui a hérité du pouvoir à la suite de la disparition tragique du fondateur de la RCA, jusqu'à la cheffe de l'Etat de Transition Madame SAMBA PANZA, les leaders centrafricains n'ont pas pu faire décoller ce pays qui possède d'immenses potentialités naturelles.

Quelques jours après la mort de Barthélémy Boganda, David DACKO, 29 ans, est élu Président de la République. Le 1er janvier 1966, Jean Bédel Bokassa renverse son cousin David DACKO ; Le 20 septembre 1979, David Dacko fait un coup d'état contre Bokassa avec l'appui de la France à travers l'opération Barracuda ; Le 1er septembre 1981, le Général André Kolingba renverse le président Dacko devenu impopulaire ; Le 22 octobre 1993, Ange Félix Patassé est élu malgré l'entêtement de Kolingba (très contesté par la population et la communauté internationale) à vouloir se maintenir au pouvoir ; Le 15 mars 2003, le général Bozizé renverse Patassé avec l'appui des libérateurs constitués en majorité de mercenaires d'origine tchadienne; Le 23 mars 2013, Michel Djotodia renverse Bozizé suite à l'offensive de la coalition Séléka<sup>3</sup> soutenue par des mercenaires tchadiens et soudanais ; Le 24 janvier 2014, Catherine Samba Panza est élue Présidente de transition par le Conseil National de Transition (CNT), en remplacement de Djotodia contraint à la démission suite à pression des attaques de la milice des Anti-balakas.

En plus des multiples coups d'état, d'autres événements non moins importants ont marqué la société centrafricaine impliquant parfois la communauté sous régionale.<sup>4</sup>

La réaction aux exactions des éléments de la Séléka s'est matérialisée par l'émergence des Anti-balakas (groupe d'autodéfense composé de paysans et encadrés par certains militaires des FACA-Forces Armées Centrafricaines) à partir de la région de Bossangoa, région d'origine du général Bozizé. Des attaques contre les positions des Sélékas et surtout le massacre des civils musulmans ont été le mode opératoire de ce nouveau mouvement. L'attaque fulgurante sur la ville de Bangui, le 5 décembre 2013, a été le point de départ des massacres intercommunautaires ayant entraîné la démission forcée du Président Djotodia et le retrait des Sélékas de Bangui.

Avec la présence des forces internationales, on assiste depuis le mois de mai 2014 à un retour progressif de l'accalmie dans la ville de Bangui et certaines villes de l'arrière-pays (Bouar, Bozoum, Berbérati, Carnot), caractérisé par la baisse des tueries intercommunautaires.

Mais la reprise des hostilités à Bangui dès le 7 octobre 2014 entre Anti-balakas et hommes armés du PK5 (quartier à majorité musulmane du 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui), démontre bien la complexité de la situation mais surtout les limites des stratégies d'intervention des forces internationales dont l'inertie commence à susciter de vives critiques au sein de la communauté.

Les crises récurrentes en Centrafrique ont eu des impacts sur le système éducatif avec les années blanches consécutives à partir de la fin des années 1980. Plusieurs jeunes centrafricains ont ainsi abandonné l'école pour soit se consacrer à l'agriculture et au petit commerce (pour ceux qui ont un capital), soit devenir des oisifs (ce qui est le cas de plusieurs de ces jeunes qui sont devenus majeurs aujourd'hui et surtout acteurs sur la scène des événements en Centrafrique).

---

<sup>3</sup>Alliance en sango, la langue nationale, la Séléka était une coalition de mouvements rebelles CPSK, CPJP et UFDR auxquels se sont joints quelques éléments du tchadien Baba Ladé, des coupeurs de routes et des mercenaires d'origine tchadienne et soudanaise.

<sup>4</sup> On peut citer entre autres les mutineries d'une partie de l'armée centrafricaine de 1996 à 1998, le coup d'état manqué du 29 mai 2001 du Général Kolingba, ou l'entrée en rébellion de Bozizé en octobre 2002.

## 1.2 Les causes historiques de la crise centrafricaine

Les conflits chroniques que vit ce pays trouvent leurs racines à travers l'histoire mais aussi la sociologie de ce peuple.

Entre le 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle, ce pays a connu les razzias esclavagistes liées à l'islamisation à partir de l'est mais aussi la colonisation. L'histoire de son peuplement est liée à ces événements.

A titre d'exemple, les Banda et Gbaya qui, aujourd'hui constituent la majorité de la population de la RCA, se sont déplacés dans l'actuelle Centrafrique, pour échapper aux chasseurs d'esclaves. Les Banda sont venus du Darfour dans le milieu du 19<sup>e</sup> siècle pour fuir les attaques des Sultans du Ouaddaï et du Darfour. Vers les années 1820, les Gbaya ont échappé aux attaques du Lamido Ousman Dan Fodio du royaume peulh de l'Adamawa, dans le Nord du Cameroun.

La colonisation a aussi fortement marqué ce peuple à travers les répressions et les travaux forcés. Les plus illustratifs sont les travaux forcés pour les cultures de rente (coton, roselle, hévéa), la construction du chemin de fer Congo-Océan. Les compagnies concessionnaires ont été les instruments du colonisateur.

Ces événements historiques ont laissé des stigmates dans le subconscient du Centrafricain car l'histoire se raconte au fil des générations. Cette blessure subconsciente explique en partie les exactions vis-à-vis de certaines communautés que le pays connaît actuellement.

Le peuplement de ce qui est aujourd'hui la RCA, fait suite à la fuite de certaines ethnies suite aux razzias esclavagistes. Cela a conduit les Centrafricains non islamisés à avoir une peur subconsciente de « l'homme au grand boubou », terme générique utilisé pour désigner le musulman. S'ajoute à cela l'exclusion des musulmans dans la conduite des affaires de la République. L'exemple illustratif de cette situation se trouve dans l'obligation qu'avaient certains Centrafricains de confession musulmane à christianiser leur nom. Pour exemple, le président NDOTODJIA a été obligé de prendre le prénom chrétien de « Michel » pour lui permettre de bénéficier d'une bourse d'étude pour se rendre en URSS.

Depuis son accession à l'indépendance, il y'a 54 ans déjà, ce pays n'a connu que des troubles malgré quelques années de « calme » dans le début des années 1970 et 1980.

Les différents régimes qui ont géré ce pays ont un trait commun : la mauvaise gouvernance, la gestion familiale et clanique du pouvoir, la corruption, l'impunité, le détournement systématique des biens de l'Etat etc.

Cette situation a connu son apogée à partir de la prise de pouvoir du général Kolingba en 1981 qui a géré ce pays avec ses parents et son clan, même si entre 1982 et 1987, on a assisté à une relative amélioration de la situation économique et sociale du pays. Les régimes successifs de Patassé, Bozizé, Djotodia et Cathérine Samba Panza aujourd'hui n'ont fait qu'aggraver la situation.

Bien que Patassé soit le seul président démocratiquement élu en 1993, celui-ci s'est comporté comme un chef de clan, privilégiant son entourage, ce qu'on avait justement reproché à son prédécesseur. L'onction démocratique a été considérée par feu Président Patassé et son entourage comme un chèque en blanc pour se comporter au rebours des pratiques démocratiques qui ont



conduit ce dernier au pouvoir. La mauvaise gouvernance a conduit le pays au bord de la banqueroute, même s'il faudrait reconnaître que l'ancienne métropole encore très influente dans l'ancienne Oubangui-Chari ne portait pas PATASSE en grande estime. Mise au banc de la Communauté financière internationale, la RCA sous le règne de PATASSE, n'a pas eu le coup de pouce nécessaire pour faire régner la quiétude sociale. L'accumulation des arriérés de salaires a conduit l'administration dans une impasse et développé de réflexes de survie, terme pudique pour désigner la corruption, véritable gangrène de la RCA.

Chacun de ces dirigeants n'a privilégié que ses intérêts et n'a fait que piller davantage les rares ressources de ce pays. Les détournements des deniers publics et le bradage des biens de l'Etat (immeubles, meubles, équipements et moyens roulants) sont devenus un mode de gestion renforcé par une totale impunité des auteurs de ces crimes. A cela s'ajoute une corruption généralisée<sup>5</sup> à tous les niveaux et encore plus au niveau du système judiciaire.

La mise à l'écart d'une partie importante de la population et surtout la négligence des différents régimes vis-à-vis de la région du Nord-Est (Bamingui-Bangoran et Vakaga) à majorité musulmane et de l'Est (Haut-Mbomou) ont suscité l'émergence de certains mouvements armés qui ont déstabilisé le pays.

Deux mouvements armés étrangers s'étaient installés en territoire centrafricain : Le Front populaire pour le redressement (FPR) de Baba Laddé, ancien officier de la gendarmerie tchadienne, a été créé début 2011 et l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) du rebelle ougandais Joseph KONY

La majorité de ces mouvements se sont installés dans le Nord du pays. En dehors de L'Armée populaire pour la restauration de la république et la démocratie (APRD), de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) et La Révolution et Justice (RJ), les autres sont composés en majorité des populations des régions du Nord-Est (Bamingui-Bangoran et Vakaga) à majorité musulmanes. Leurs revendications initiales étaient basées sur leur prise en compte dans les instances de décision et surtout l'arrêt de l'exclusion et des tracasseries administratives et policières et surtout de la remise en question de leur nationalité du fait de leur appartenance religieuse. Même si cette situation n'est pas le seul fait du régime Bozizé, elle a quand même été exagérée pendant ses mandats. Plusieurs exactions, crimes et assassinats ont été commis par la garde présidentielle et les milices contre les populations de l'Ouham Péné par le Lieutenant NgaiKoisset (alias le Bourreau de Paoua) musulmanes dont certaines sont originaires du Nord à partir du mois de décembre 2012, date du début des offensives de la Séléka.

L'instrumentalisation et la manipulation ont entraîné ces conflits sur un terrain identitaire et confessionnel.

---

<sup>5</sup> Dans son rapport annuel sur l'Indice de perception de la corruption dans le monde, l'ONG Transparency International classe 176 pays selon une échelle graduée de 0 (corruption perçue la plus forte) à 100 (corruption la plus faible), la RCA est classée au 144<sup>e</sup> rang sur 180 pays, au même rang que le Congo et la RDC

L'une des causes de la récente crise ayant justifié la posture de la Séléka du Nord est la situation des musulmans de Centrafrique et ceci a été justifié par les prises de position des milices dites chrétiennes et du niveau de violence envers les communautés musulmanes. Il est difficile de comprendre la confusion savamment entretenue selon laquelle les musulmans de Centrafrique ne sont pas Centrafricains ou que l'islam n'est pas une religion centrafricaine. Plusieurs débats ont été engagés sur cette question depuis plusieurs années et même au niveau du Parlement mais cela n'a fait l'objet d'aucune attention ni de mesures conséquentes. Et les exactions de la Séléka (violences envers les populations non-musulmanes et pillage des églises) n'ont contribué qu'à exacerber l'antipathie envers cette communauté.

### **1.3 Les influences de la sous-région**

Les différentes crises au Tchad, au Soudan, les conflits en RDC et en Ouganda ont eu des conséquences directes et indirectes en RCA.

#### **1.3.1 Le poids du Tchad**

Dès les années 1960, les guerres civiles au Tchad ont entraîné des mouvements de populations vers la RCA parmi lesquelles des anciens rebelles ou opposants aux régimes en place. Très récemment, de nombreux réfugiés et les opposants au régime d'Idris Déby (Moïse Kétté, Baba Ladé, Adoum Yacoub, etc.) se sont installés en RCA. Certains se sont installés le long de la frontière ou dans les grandes villes mais d'autres sont venus à Bangui et c'est le plus souvent au PK5 (grand quartier au sud de Bangui) ou PK12 (grand quartier de la sortie nord de Bangui) qu'ils se sont installés du fait de la présence d'une forte communauté originaire de leur pays voire de leur région. Et ils se sont le plus souvent convertis dans les affaires (commerce et trafics divers). Certains de ces hommes ont été impliqués de près ou de loin dans la prise de pouvoir par Bozizé en 2003 et celle de la Séléka en 2014.

A cela s'ajoute la participation du Tchad aux forces d'intervention dans la crise centrafricaine. Le Tchad a fourni le plus gros des contingents de ces forces mais il a été reproché (à tort ou à raison) aux soldats tchadiens d'être de connivence avec la Séléka et surtout leurs responsabilités dans des exactions envers les populations civiles.

#### **1.3.2 Les conflits au Soudan**

Les guerres au Soudan (avec la rébellion de John Garang et au Darfour) ont drainé des milliers de réfugiés en Centrafrique. Le conflit du Darfour a eu des incidences sur les crises en Centrafrique. Des rapprochements ont été observés entre les chefs rebelles du Darfour, ceux du Tchad opposants à Déby et certains rebelles Centrafricains comme Abdoulaye Miskine et ceux de l'UFDR et du CPJP. La présence de plusieurs mercenaires soudanais (djanjawides du Darfour et autres populations arabes du Soudan) est révélatrice. L'approvisionnement en armes des groupes rebelles centrafricains proviendrait également du Soudan.

#### **1.3.3 Les autres conflits de la sous-région**

Les conflits en RDC avec la présence de la rébellion du MLC (Mouvement de Libération du Congo) de Jean Pierre Bemba à la frontière avec le Sud de la Centrafrique ont eu des conséquences graves. En plus de la porosité des frontières entre ces deux pays et surtout de la proximité des communautés sur les deux frontières, la RCA a subi directement le conflit congolais avec l'intervention des rebelles

du MLC dans les conflits centrafricains mais aussi avec le trafic d'armes de guerre pour alimenter les groupes armés dans ce pays.

Le conflit en Ouganda avec l'armée de résistance du Seigneur de Joseph Kony a déstabilisé les pays voisins (Soudan et RDC) et s'est prolongé jusqu'au Sud-Est de la Centrafrique où ce mouvement armé traqué par le pouvoir ougandais s'est installé en y commettant des exactions contre les populations civiles. L'incapacité du pouvoir central de Bangui déjà fragilisé par les différentes rébellions et une armée incompetente et mal équipée n'a fait que renforcer la position de la LRA. Un contingent ougandais est présent dans l'est du pays pour lutter contre les rebelles de Kony.

### 1.3.4 Le problème tchadien en Centrafrique

Les crises récurrentes en Centrafrique ont entraîné l'envoi des troupes sous régionales et internationales (MISAB, MINURCA, FOMUC, FOMAC, MISCA) avec un fort contingent tchadien.

Les tchadiens (militaires des forces internationales, anciens rebelles ou autres) qui arrivent en RCA où il y'a une forte communauté tchadienne et surtout musulmane ont souvent des affinités ethniques ou familiales qui justifient leur rapprochement.

Même si la cohabitation entre les communautés chrétiennes et musulmanes a toujours été relativement conviviale, plusieurs évènements quelquefois mineurs ont déclenché des inimitiés vis-à-vis de la communauté musulmane de Bangui :

Les interventions musclées du contingent tchadien de la MISAB en 1997 a commencé à susciter à l'époque des sentiments de rejet des populations « autochtones » non musulmanes vis à vis de la communauté tchadienne et souvent par extension aux centrafricains musulmans. L'utilisation de couteaux dans les rixes entre les musulmans (surtout d'origine tchadienne) et les « autochtones » se soldant par des pertes en vies humaines ont souvent suscité des manifestations violentes envers toute la communauté musulmane en général ; la responsabilité d'un acte négatif causé par un sujet musulman est souvent attribuée à toute la communauté musulmane alors que la responsabilité d'un acte posé par un sujet non musulman est individuelle et traité comme tel. La responsabilité des actes des coupeurs de route dans l'arrière-pays a souvent été attribuée à tort ou à raison aux sujets musulmans.

Les conflits récurrents entre éleveurs et agriculteurs et surtout par les éleveurs tchadiens souvent lourdement armés qui descendent chaque année vers le Sud à la recherche de verts pâturages se sont multipliés au cours des années ; certains de ces éleveurs se sont installés en Centrafrique, notamment Bangui (dans les quartiers Pk5, PK12 et PK13) mais ont gardé des comportements agressifs vis-à-vis de leurs voisins urbains. La récurrence de problèmes de limites foncières entre musulmans et chrétiens dans les quartiers de Bangui ont été le point de déclenchement de conflits<sup>6</sup>.

Par ailleurs, les phénomènes migratoires ont drainé vers la Centrafrique plusieurs générations de migrants avec de comportements différents. Si pendant la période coloniale et au lendemain des

---

<sup>6</sup> La vente de terrains en Centrafrique n'est pas régie par une législation claire. Le « droit coutumier » et les textes légaux se superposent. Le plus souvent la vente de terrains se fait à l'insu des autorités compétentes. C'est ainsi que face aux difficultés financières, plusieurs familles du Km5 ont du vendre leurs maisons à leurs voisins musulmans sans que les autorités en soient informées au préalable.

indépendances les migrants musulmans qui se sont installés en Centrafrique ont eu des rapports très cordiaux avec les « autochtones » chrétiens ou animistes, on a vu arriver à partir des années 1990, des populations d'éleveurs venus du Tchad, souvent armés et violents vis-à-vis des populations locales. Celles-ci se sont installées au Km5 et se sont imposées dans le commerce du bétail et le petit commerce notamment les friperies, quincailleries et les matériaux et matériels de construction.

#### **1.4 Les protagonistes et leurs différents appuis**

Bien que ce pays ait été le bastion de plusieurs mouvements rebelles à partir d'octobre 2002 avec la rébellion de Bozizé contre le Président Patassé, le summum des rébellions a été atteint sous le régime de Bozizé avec l'émergence de plusieurs mouvements armés dans l'arrière-pays.

##### **1.4.1 La Séléka**

La coalition Séléka est une coalition des mouvements rebelles CPSK, CPJP et UFDR dont les éléments sont issus en majorité des communautés musulmanes du Nord mais aussi de mercenaires étrangers, essentiellement Tchadiens et Soudanais. Les sources de financement de ce groupe sont multiples. La contribution de certains commerçants musulmans vivant au pays et à l'étranger est modeste mais déterminante et surtout en nature (armes, téléphones satellitaire, moyens roulants, nourriture, etc.) Certains observateurs parlent du financement de ce mouvement à partir du trafic du diamant ; certains leaders de ce mouvement étaient déjà des grands commerçants en diamant et maîtrisent bien les circuits internationaux. Malgré l'embargo international sur le diamant centrafricain, les rapports font état de plus de 500 000 carats de diamant centrafricain sorti frauduleusement du pays. Les hypothèses de la participation du Tchad et du Soudan et de certains pays du golfe, notamment le Qatar, au financement de la Séléka ont été émises mais difficiles à prouver. La présence de plusieurs « généraux » et officiers tchadiens, soudanais au sein de la Séléka sont révélateurs de cette situation. L'un des leaders et non des moindres, Nourredine Adam a longtemps séjourné et travaillé dans le secteur de la sécurité au Qatar.

Ce groupe a été renforcé par plusieurs mercenaires tchadiens (les éléments du chef rebelle Baba Ladé), des rebelles du Darfour soudanais mais également des bandits de grands chemins de la sous-région. Il s'est développé aussi à travers l'intégration des jeunes désœuvrés dans les villes et villages conquis.

Il faut noter qu'une partie de la communauté musulmane de Centrafrique longtemps marginalisée a vu à travers la coalition Séléka, un moyen de s'affirmer sur l'échiquier politique et militaire national.

Les vols, pillages et braquages mais aussi les exactions sur les populations civiles et surtout chrétiennes ont été le mode opératoire de la coalition. Les paroisses et autres églises ont fait les frais des pillages car la Séléka dans son avancée vers Bangui s'était emparée des véhicules et autres biens appartenant aux prêtres et pasteurs.

Le passage de la Séléka dans les villes et même après la prise de pouvoir pourrait être comparé à un passage d'ouragan. Les pillages et destruction des biens publics (bâtiments, mobiliers, moyens roulants) et privés, les exactions sur les civils sont devenus monnaies courantes et le pouvoir en

place n'avait aucun contrôle sur la situation. L'anarchie s'était installée sur l'ensemble du territoire national.

Aujourd'hui, la coalition Séléka occupe le Centre, l'Est et le Nord-Est du territoire national. Elle a installé son état-major à Bambari, principale ville du centre du pays et étend ses tentacules sur les villes de Dékoa, Kaga-Bandoro, Batangafo, Bria, Ndélé, Birao, Bangassou et Mobaye.

#### 1.4.2 Les milices Anti-balakas

Les Anti-balakas (anti-machettes ou anti-balles AK47), initialement étaient un groupe d'autodéfense villageoise pour lutter contre les coupeurs de routes. Mais face aux exactions des éléments de la Séléka, certains paysans de l'Ouham appuyés par des militaires des forces armées centrafricaines (FACA) proches de Bozizé ont commencé des attaques contre les positions de la Séléka dans la région de Bossangoa (fief de Bozizé) et des civils musulmans se soldant par des dizaines de morts et blessés. Cette milice, même si elle utilise des machettes et des fusils de fabrication artisanale, est entraînée et encadrée par des militaires professionnels. Le financement de ce groupe serait assuré par Bozizé, son fils Francis et Patrice Edouard Ngaissona (autoproclamé coordonnateur général des Anti-balakas). Ce dernier, technicien des eaux et Forêts, a fait fortune sous le régime de Patassé, mais surtout avec Bozizé à travers des marchés publics dont la majorité n'ont jamais été exécutés. Il avait été arrêté et emprisonné sous Patassé et n'a été libéré qu'à la prise de pouvoir par Bozizé. Cette milice s'est développée comme tâche d'huile dans les villes et villages de l'Ouest et du Nord et à Bangui et s'est illustrée par des violences contre les civils musulmans accusés de connivence avec les Sélékas et considérés par les autres communautés comme des étrangers, voleurs des richesses du pays.

Les affrontements entre ces deux mouvements armés ont eu des conséquences graves sur le pays. On parle de plus de 4 000 morts<sup>7</sup> mais certains observateurs affirment que le bilan serait quatre ou cinq fois plus important, car certaines zones étaient et demeurent inaccessibles aux humanitaires et certaines victimes ont été enterrées très sommairement.

En plus des milliers de mort, les conflits ont entraîné les déplacements de populations civiles à l'intérieur du pays mais aussi hors du territoire national. Les chiffres suivants sont révélateurs : Environ 400 000<sup>8</sup> déplacés internes sur 35 sites tant à Bangui qu'en provinces ; 418 448 réfugiés dans les pays voisins dont 236 685 au Cameroun ; 95 326 au Tchad ; 66 881 en RD Congo ; et 19 556 en République du Congo.

Cette crise a surtout rompu la cohésion sociale entre les communautés chrétiennes et musulmanes. La violence et la cruauté des tueries et la destruction de biens entre ces deux communautés ont été les stratégies utilisées pour briser le moral de l'ennemi. Ceci a été entretenu par des discours de

---

<sup>7</sup> Chiffres de la Commission Episcopale Justice et Paix tirés de <http://www.rjdh-rca.net/actulites/actualite/bangui-4007-victimes-des-violences-liees-aux-conflits-armes-enregistres-par-cejp.html>

<sup>8</sup> [www.unocha.org](http://www.unocha.org): Situation humanitaire du 7 octobre 2014

politiciens centrafricains<sup>9</sup> qui attribuaient les causes de la crise centrafricaine et surtout des exactions des éléments de la Séléka aux musulmans qualifiés d'étrangers.

Si hier, une partie de la population centrafricaine a considéré les Anti-balakas comme des libérateurs vis-à-vis des envahisseurs de la Séléka, aujourd'hui l'ampleur des exactions de ces miliciens sur une bonne partie du pays et surtout à Bangui a fait déchanté plus d'un. Plusieurs voix se sont levées pour condamner les agissements des Anti-balakas mais aucune action concrète n'est engagée pour limiter le niveau des exactions et de l'insécurité.

## **2. Les différentes implications de la crise centrafricaine**

### **2.1 Les conséquences économiques, sociales et politiques**

Pays déjà extrêmement pauvre malgré son potentiel naturel (forêts, mines, espaces agricoles, etc.) non ou mal exploité, les crises en RCA n'ont fait qu'aggraver sa situation.

Le pays souffre de la mauvaise gouvernance depuis plusieurs décennies déjà. Les ressources de l'Etat ont été détournées par les différents régimes. Cette situation est renforcée par la corruption et l'impunité.

#### **2.1.1 Les conséquences économiques**

Sur le plan économique, la RCA souffre déjà de son enclavement qui est aggravé par la faiblesse et le mauvais état du réseau routier. Le secteur rural (agriculture et élevage) déjà archaïque a été la principale victime de la crise, car les populations en perpétuelle fuite à cause des affrontements, ne sont plus dans les conditions de produire. Beaucoup se sont réfugiés dans les centres urbains relativement plus sécurisés où existent des centres d'accueil.

Le secteur industriel déjà faible a subi des pillages et des dégradations important.

Dans le domaine minier, l'insécurité a amené la société française AREVA à suspendre ses activités sur les mines d'uranium de Bakouma. Plusieurs sociétés diamantifères déjà fragilisées par les mesures prises sous Bozizé ont arrêté leurs activités. De même, la société sucrière (SOGESCA) située dans la région de Bambari (fief de l'état-major de la Séléka) a suspendu ses activités car constamment attaquée par les groupes armés.

Dans le secteur de l'or et surtout du diamant, la RCA a été suspendu par le processus de Kimberley car le diamant centrafricain servirait à financer la guerre dans le pays. Cette situation a entraîné la mise en place des réseaux frauduleux de trafic du diamant à travers les pays voisins. S'il est difficile d'avoir les chiffres exacts sur la fraude, certaines sources indiquent que plus de 80% des 500 000 carats (Ministère des Mines, 2012) produits par an sont exportés sans passer par le circuit légal.

Cette situation est d'autant plus compliquée car la production est artisanale et les registres de production presque inexistant dans les zones de production. Avec l'absence de l'administration

---

<sup>9</sup> Sous la pression de l'avancée de la coalition Séléka, lors d'un meeting tenu par Bozizé le 28 décembre 2012 en prélude au sommet de Libreville, celui-ci a indexé la communauté musulmane d'être complice de la Séléka. A l'issue de ce meeting, on a assisté à l'arrestation de plusieurs musulmans et les barrières ont été érigées dans la ville par des milices armées (COCORA et COAC) de machettes, milices initiées par Lévy Yakité et Steve Yambété, des proches de Bozizé.

dans l'arrière-pays, la plupart des zones de production de l'Est sont sous le contrôle de la Séléka tandis que celles de l'Ouest le sont sous les Anti-balakas.

### **2.1.2 Les conséquences sociales**

Sur le plan social, la population centrafricaine est en train de mourir à petit feu. La jeunesse longtemps abandonnée constitue l'essentiel de l'effectif des groupes armés. Cette jeunesse peu ou pas scolarisée, s'adonne à la drogue et trouve, à travers les mouvements armés, le chemin d'accès au bien-être. Les groupes armés sont les principaux recruteurs de cette jeunesse démunie.

Les secteurs de la santé et de l'éducation avec des chiffres déjà alarmants ont subi des dégâts importants à travers le pillage et la destruction des infrastructures et le départ des agents de l'Etat. Depuis 2012, certaines écoles du pays n'ont pas ouvert leurs portes et les élèves sont dans l'oisiveté ou sont devenus rebelles ou miliciens. La situation des postes de santé est similaire.

A cela s'ajoutent les flux migratoires provoqués par la guerre avec le déplacement des populations à l'étranger ou à l'intérieur du pays mais hors de leur cadre habituel de vie avec de nouvelles conditions de vie très difficiles.

Les confrontations inter-ethniques/religieuses ont déstabilisé la cohésion sociale et exacerbé la peur de vivre à côté d'un voisin qui est d'une autre religion. Par ailleurs, les regroupements par affinité religieuse ou ethnique qu'on observe de plus en plus, risquent plus tard de favoriser la division du pays et créer des conditions pour encourager les replis et revendications identitaires.

### **2.1.3 Les conséquences politiques**

Sur le plan politique, la crise a déstructuré le paysage politique national. La recrudescence des coups d'état a rendu les partis politiques aléatoires et vides de leur contenu. On dénombre plus de 70 partis politiques en Centrafrique et ce nombre ne fait qu'augmenter même au plus fort de la crise. Certains n'ont aucune représentation nationale et se limite parfois au cercle familial et amical. La création de ces partis politiques est souvent motivé par la recherche de postes dans les gouvernements ou au niveau de l'administration.

Même si on peut dénombrer environ cinq partis politiques sérieux sur l'échiquier national, ceux-ci se comportent au gré des événements. Le vagabondage politique est devenu un comportement au sein des partis. On a assisté à des luttes pour des postes entre les partisans et leurs leaders.

Aujourd'hui, avec la prolifération des groupes armés, les partis politiques ont adopté un mutisme justifié par la peur et les menaces. De plus, les arrangements politiques avec les pouvoirs en place ou des groupes armés au détriment du peuple sont récurrents en Centrafrique.

Au fort de la crise et pendant que le peuple se faisait massacrer, on a assisté à la création de plusieurs partis politiques en prélude aux prochaines échéances électorales.

La situation de pauvreté du pays, le faible niveau de scolarisation ont des incidences sur la configuration de la classe politique centrafricaine et les crises récurrentes n'ont fait que fragiliser

cette classe politique. Les atermoiements et tergiversations dans le respect des engagements liés à la gestion de la crise actuelle sont révélateurs de cet état de chose.

Un analyste politique affirme que *« si la Présidente Samba-Panza pouvait incarner le changement voire la rupture tant espérée, la Transition jetterait certainement les bases d'un réformisme social. L'on s'attendait à ce que la Transition de Madame Samba Panza sonne le glas du clanisme, de l'ethnocentrisme, de l'égoïsme, du népotisme, de la « famiocratie » et de la sempiternelle rengaine « tour ti é là » (c'est notre tour) »*<sup>10</sup>.

## 2.2 Les impacts dans la sous-région

La crise en Centrafrique semble être la résultante des différentes crises de la sous-région. D'après Roland Marchal<sup>11</sup> (chercheur au CNRS/Sciences Po Paris), *« la RCA doit être vue comme la périphérie des périphéries car elle hérite des conséquences de la mauvaise gestion des conflits dans les pays voisins : l'interminable guerre du Darfour, le mécontentement croissant dans le sud du Tchad, le déversement de Boko Haram dans le Nord du Cameroun et l'instabilité chronique dans l'Est de la RDC »*. Les conflits en RCA se sont enrichis des expériences mais aussi de la participation de certains acteurs des pays voisins.

Mais à l'inverse, ce conflit a déversé dans les pays voisins une foule de réfugiés dont certains armés. Le Tchad a accueilli des milliers de réfugiés et de combattants de la Séléka dont certains de nationalité tchadienne qui ont fui les attaques des miliciens Anti-balakas et des forces internationales.

Le Cameroun, la République Démocratique du Congo et le Congo Brazzaville ont accueilli des réfugiés mais également les anciens soldats de Bozizé qui ont fui les exactions des Sélékas. Mais le Cameroun reste le pays qui continue de subir directement et indirectement les effets de cette crise. Plusieurs groupes armés (Anti-balakas, Sélékas ou peulhs armés et FDPC d'Abdoulaye Miskine sont en prison au Cameroun) font des excursions régulières dans certaines villes et villages camerounais avec des victimes. Plusieurs incidents entre réfugiés centrafricains et populations hôtes ont été signalés dans l'Est camerounais occasionnant assez régulièrement la fermeture de la frontière. Le Cameroun avec le port de Douala reste le seul point d'accès de la RCA à la mer et c'est par ce pays que transite l'essentiel des importations (carburant, produits de première nécessité, matériels et matériaux de construction, etc.) centrafricaines, et cette situation constitue un manque à gagner considérable pour l'économie camerounaise.

L'implication des états de la sous-région dans la gestion de la crise centrafricaine a permis de fédérer certains chefs d'état mais en a divisé d'autres.

---

<sup>10</sup><http://www.lesplumesderca.com/rca-du-tatonnement-des-autorites-de-bangui-a-linexplicable-sentiment-anti-francais>

<sup>11</sup> Roland Marchal : CAR and the regional (dis)order, 2014



Si le Gabon avec l'ancien président Oumar Bongo a été le principal médiateur des crises centrafricaines depuis les mutineries d'une partie de l'armée en 1996, et avec le peu d'intérêt de son successeur (son fils), on a assisté à des luttes de leadership entre Idriss Déby du Tchad et Sassou Nguesso de la République du Congo d'une part et des dissensions entre Déby et Paul Biya sur la posture de Déby vis-à-vis de Bozizé et des rebelles de la Séléka.

Déby principal soutien à Bozizé dès sa prise de pouvoir, s'était imposé dans la gestion de la crise centrafricaine. Mais l'ambiguïté du comportement des troupes tchadiennes de la force sous-régionale en RCA a mis celui-ci en difficulté et l'a rendu impartial aux yeux de ses pairs.

### **3. Les défis des acteurs impliqués dans la résolution de la crise centrafricaine**

#### **3.3 Le rôle des acteurs de la transition**

Trois institutions majeures animent la transition en cours depuis le mois de janvier 2014: La Présidente de la république, Le Gouvernement de transition, et le Conseil National de Transition (CNT).

##### **3.3.1 La Présidente de transition**

Le 21 janvier 2014, Madame Cathérine Samba Panza est élue présidente de transition et chargée de diriger le pays jusqu'aux prochaines élections prévues en février 2015. Elle avait pour priorités de ramener la sécurité et la paix, rétablir l'autorité de l'Etat et organiser les élections.

Certes ces ambitions sont légitimes et pertinentes au regard du contexte, mais mobiliser les moyens pour y parvenir reste un défi majeur car les caisses sont désespérément vides et les services des régies financières ne fonctionnent presque pas et les rares ressources mobilisées ne sont pas forcément versées au trésor public. Les aides extérieures restent les seules sources de financement disponibles.

A ce jour, elle a déjà nommé deux premiers ministres, André Nzapayéké (25 Janvier- 5 Août 2014) et Mahamat Kamoun (en fonction depuis le 10 Août 2014) pour gérer le gouvernement de transition.

En plus du gouvernement, la présidente a nommé une kyrielle de ministres conseillers à la présidence, ce qui donne l'impression d'avoir créé un gouvernement fantôme à la présidence. Les critiques lui reprochent des nominations sur des bases claniques et clientélistes.

Si sa nomination a suscité un certain espoir dans la majeure partie de la population, elle a tout de suite été contestée par la classe politique qui lui reprochait son manque d'expérience politique. Et certains leaders politiques tels que Joseph Bendounga du MDREC (Mouvement Démocratique pour le Renouveau et l'Evolution de Centrafrique) lui ont reproché sa proximité avec Michel Djotodia et exigé sa démission.

Si on pensait pouvoir assister à une mobilisation de la classe politique pour accompagner la transition à mener sa mission, la réalité était que cette classe politique s'est plutôt consacré à torpiller à tort ou à raison, les actions de la présidente et de son gouvernement.

Un autre défi reste la gestion des groupes armés (Anti-balakas et Sélékas) qui continuent de semer la désolation sur l'ensemble du pays. Si avec le concours des forces internationales, le calme relatif

règne dans certains quartiers de la capitale Bangui, la situation en province reste préoccupante. Il est reproché à la présidente son manque de fermeté envers ces groupes armés.

Le débat pour savoir si la Présidente de transition a réussi ou non son pari initial est quelque peu complexe. Après la mise en place de son premier gouvernement, l'on a constaté la présence de plusieurs cadres originaires de sa région. Cela a soulevé plusieurs critiques tant de la classe politique que de la société civile, car le peuple s'attendait à un changement radical et non à la reconduction des anciennes habitudes. On a assisté aussi à une distribution de postes tant au niveau de la Présidence de la République que de la Primature aux éléments des ex-SELEKA ainsi qu'aux Anti-balakas. Cette situation a laissé un goût amer auprès de la population qui s'est rendue compte qu'il y avait une prime à l'impunité en ce que les bourreaux d'hier sont ceux-là qui sont aux affaires aujourd'hui, sans qu'ils ne soient inquiétés malgré les incantations de la communauté internationale parlant de la lutte contre l'impunité.

L'absence de moyens coercitifs, par la non-activation des Forces Armées Centrafricaines, a privé et prive encore la Cheffe de l'Etat de Transition d'un moyen de pression pouvant lui permettre d'asseoir l'autorité de l'Etat.

### **3.3.2 Le Gouvernement de transition**

Plusieurs gouvernements de transition ont été mis en RCA dès le dernier trimestre 2012. Vers la fin du régime Bozizé, sous la pression de l'avancée de la coalition Séléka, la CEEAC (sommet de Brazzaville le 23 juillet 2012), a mis en place un gouvernement de transition dirigé par Me Nicolas Tiangaye. Avec la chute de Bozizé, chassé par la Séléka le 24 mars 2013, le premier ministre Tiangaye a été maintenu à son poste pour poursuivre une transition de quelques mois. Mais l'incapacité de Michel Djotodia et du gouvernement Tiangaye à maîtriser les éléments de la Séléka qui font régner le désordre et l'insécurité sur tout le territoire national a amené les chefs d'Etats de la CEEAC réunis au sommet à Ndjaména le 10 janvier 2014 à exiger la démission de Djotodia et son premier ministre.

Dès la nomination de Cathérine Samba Panza, elle a nommé un premier ministre, André Nzapayéké qui a mis en place un gouvernement dit de « technocrates » mais très vite contesté par la classe politique nationale, la société civile et communauté internationale.

Ce gouvernement ayant été jugé moins représentatif et surtout incompetent après environ 6 mois d'exercice, un nouveau premier ministre, Mahamat Kamoun, a été nommé suite au sommet de Brazzaville du 23 juillet 2014.

Aujourd'hui, le nouveau gouvernement s'est donné pour mission de : restaurer la paix et la sécurité des personnes et des biens (en cantonnant tous les éléments armes incontrôlés) et veiller à la protection des populations civiles à travers tout le territoire de la RCA; assister les personnes déplacées et favoriser leur retour et leur réinstallation; veiller au respect strict des droits de l'homme, du pluralisme et des libertés des citoyens; préparer et organiser les élections; réorganiser les forces de défense et de sécurité ; réorganiser l'Administration Territoriale; reformer le système judiciaire; poursuivre le processus de Démobilisation - Désarmement – Réinsertion (DDR) et la

Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) avec le soutien de la Communauté Internationale ; et enfin engager des réformes économiques et sociales.

Les ambitions sont grandes et la mission très difficile pour le gouvernement, car dès sa nomination, celui-ci a été contesté par certains groupes armés et une partie de la classe politique pour son manque de représentativité et d'équilibre. Les groupes armés (Anti-balakas et Sélékas) se disent moins représentés ou revendiquent certains ministères dits « de souveraineté » tels que la défense et la sécurité, les finances, les mines. Pour mieux comprendre la trame de cette situation, il convient de rappeler que les Forces internationales ont été déployées dans le pays sous le chapitre VII de la Chartes des Nations Unies et mandat leur a été donné d'imposer la paix au besoin par la force. Il se trouve que sur le terrain ce mandat n'est pas exécuté, ce qui a conduit à la convocation à Brazzaville d'un énième sommet sur la RCA. Les groupes armés qui devaient être combattus et mis hors d'état de nuire, sont ceux qui ont été les vedettes à ce forum avec la signature des accords de cessation des hostilités entre les ex éléments SELEKA et les Anti-Balaka. Au final ces groupes armés étaient et sont en position de force, ceci expliquant cela, les groupes armés ont des exigences à la mesure de leur force sur le terrain.

L'un des défis du gouvernement en place est l'instauration de la sécurité à Bangui et dans l'arrière-pays. Or le gouvernement est incapable de remettre sur pied les Forces Armées centrafricaines (FACA) dont certains éléments font partie des milices Anti-balakas et de la Séléka. Et les forces internationales (Sangaris, Eufor et Minusca) peinent à rétablir la sécurité et cette situation intrigue la communauté nationale qui leur reproche leur indifférence et faiblesse vis-à-vis des groupes armés. Au sujet de l'insécurité sur l'ensemble du territoire, il convient de rappeler que dans la résolution 2127 des Nations Unies, l'armée Centrafricaine a été mise sous embargo compte tenu des exactions que les éléments de la Séléka au pouvoir en ce temps- là exerçaient sur la population civile. Après la démission du Président Djotodia, cet embargo a été reconduit dans la résolution 2149, mettant sur pied la Minusca, ainsi les FACA n'ayant pas été réhabilitée, le gouvernement de Transition n'a pas les moyens de lutter contre les milices Anti-balaka et Séléka qui continuent de commettre les exactions sur le terrain. Les éléments de l'ex-Séléka contrôlent une grande partie du Nord ainsi que du Sud- Est de la RCA, alors que les Anti-balaka eux en contrôlent l'Ouest et le Sud-Ouest. Les forces régulières Centrafricaines n'étant pas opérationnelles, le pays est livré aux pillages et autres exactions des deux groupes armés. Face à cette insécurité, presque tous les agents de l'Etat se sont repliés sur Bangui la capitale, laissant le reste du pays à l'abandon. Les forces internationales censées se déployer sur toute l'étendue du territoire ne le sont pas encore et au lieu d'utiliser la force pour neutraliser les forces négatives, elles préfèrent la négociation, ce qui laisse perplexe la population.

Avec une armée inexistante, une administration fantôme<sup>12</sup> limitée à Bangui et dans une moindre mesure à Bouar, les caisses de l'Etat indéfiniment vides et la propension des dirigeants à se remplir les poches avec les maigres ressources mises à disposition par les partenaires de la sous-région et internationaux. Toute la polémique autour du détournement d'une partie (2,5 millions USD) des 10

---

<sup>12</sup> Quand les infrastructures existent, les agents de l'Etat ne sont pas là et dans d'autres situations, ce sont les infrastructures qui sont inexistantes. Dans les deux cas, l'administration peine à se mettre en place depuis le 24 mars 2014, date de la prise de pouvoir de la coalition Séléka

millions de dollars US du don angolais par la Présidente de transition en est une illustration parmi tant d'autres.

A cela s'ajoute les conflits de leadership avec le CNT. Depuis le début de la transition en mars 2013, on assiste à des conflits ouverts entre le CNT et les deux institutions de l'exécutif créant un malaise et surtout bloquant toute avancée cohérente de la transition. On a l'impression que le leadership de la transition semble préoccuper davantage les acteurs de la transition que la convergence des efforts pour sortir le pays de l'engrenage de la violence et préparer les élections.

### 3.3.3 Le Conseil National de Transition

L'ancienne Assemblée Nationale ayant été dissoute par le pouvoir Séléka et un Conseil National de Transition (CNT) a été mis en place pour jouer le rôle du Parlement de transition et dirigé par Alexandre Nguendet,<sup>13</sup> ancien député du 5<sup>e</sup> arrondissement de Bangui, proche de l'ancien président Kolingba (Président du Rassemblement Démocratique Centrafricain) et de Michel Djotodia. Dès la prise de pouvoir par Djotodia, il fut l'un des premières personnalités à lui apporter son soutien. Le président du CNT, personnage très controversé par la classe politique centrafricaine s'est entouré au sein du cabinet du CNT de personnages très douteux dont certains ont un dossier judiciaire lourd<sup>14</sup>. Dès la démission de Djotodia en janvier 2014, Alexandre Nguendet a assuré du 10 au 20 janvier 2014, l'intérim de la présidence de la république jusqu'à la nomination de Catherine Samba Panza. Sa gestion au CNT est très critiquée par la classe politique et la société civile et même au sein du CNT. On lui reproche de compromettre la bonne marche de la transition avec ses multiples prises de positions et déclarations incendiaires envers la présidente de la transition et le gouvernement. Certains leaders politiques et personnalités de la société civile exigent une refondation du CNT et le remaniement du bureau. Selon eux, cet organe est devenu inadapté au contexte actuel car il a été mis en place sous le régime de la Séléka.

En somme, le CNT a les attributs apparents d'un organe parlementaire sans en avoir la substance. Le mode de désignation qui s'est fait au niveau de Bangui avec des entités le plus souvent sans légitimité pour représenter le pays profond, mais beaucoup plus préoccupé par une logique de participer aux affaires publiques pour y retirer des subsides. Pour légaliser ce coup de force, la structure du CNT a été ainsi conçue pour donner un vernis démocratique à la structure, même si elle n'a de démocratique que le nom.

Cette incongruité se poursuit dans le nombre des conseillers nationaux. Au départ, le nombre qui avait été arrêté était de 105 conseillers nationaux, calquant en cela le nombre des députés qui siégeaient à l'assemblée nationale. Mais suite aux contestations de certaines catégories socioprofessionnelles, le sommet des chefs d'Etat d'Afrique Centrale tenu à N'djamena a relevé ce nombre à 135. Autant dire que cette institution n'est pas l'émanation du peuple et son mode de

<sup>13</sup> Alexandre Nguendet est un homme politique centrafricain qui dirige un parti politique, le Rassemblement pour la République (RPR).

<sup>14</sup> A l'exemple de son Directeur de Cabinet, plusieurs personnalités qui travaillent au cabinet du président du CNT et certains conseillers nationaux ont été accusés de détournements de fonds publics provenant des services des télécommunications. Mais comme d'habitude, ceux-ci n'ont jamais été inquiétés.

fonctionnement est assez éloigné des normes en la matière. Pour finir, en cas de dissolution, il faudrait s'en référer au médiateur international, le Président Congolais SASSOU NGUESSO. Et avec la prorogation certaine du mandat de la Présidente dont l'échéance a été initialement prévue le 15 Février, la charte constitutionnelle a prévu de s'en référer au médiateur international après de larges consultations populaires.

### **3.3.4 L'opposition démocratique**

La classe politique centrafricaine comprend environ 70 partis politiques dont près d'une vingtaine créée au cours de cette transition dans l'optique de prendre part aux prochaines échéances électorales. Les principaux partis sont le MLPC (Mouvement de libération du peuple centrafricain) de Martin Ziguélé, le RDC (Rassemblement Démocratique Centrafricain) de l'ancien Président Kolingba, le KNK (Kwa na Kwa) de Bozizé, le MDREC de Joseph Bédounga.

La plupart des partis politiques, s'ils se sont mobilisés farouchement contre le régime Bozizé malgré les menaces et les assassinats perpétrés par sa garde rapprochée, ont fait montre de « faiblesse » envers le régime Djotodia. Cela pourra s'expliquer par la peur inspirée par la violence de la Séléka.

Aussi, l'ambiguïté du discours des politiciens a exacerbé les tensions intercommunautaires car les amalgames entre les Sélékas et la communauté musulmane de Centrafrique savamment entretenus par la classe politique et une partie de la société civile ont été à l'origine des violences intercommunautaires.

Les prises de position de la classe politique ont souvent été inhibées par des nominations à des postes de responsabilité (ministres et autres) fragilisant ainsi des revendications pourtant légitimes. L'essentiel de la contribution de la classe politique centrafricaine à la transition actuelle semble être une lutte effrénée pour les prochaines élections. Il est rare de voir des prises de position par rapport aux exactions contre les populations civiles ou le mode de gouvernance des institutions en place. Beaucoup de centrafricains auraient souhaité voir une mobilisation de la classe politique pour accompagner les institutions de la transition vers une sortie honorable et préparer le terrain à un retour à la légalité constitutionnelle.

### **3.3.5 La Société civile**

Au niveau de la société civile, même si celle-ci est jeune et émergente, elle fait montre de courage en commençant à dénoncer les agissements de la Séléka et surtout à faire pression pour que certaines mesures soient prises au niveau de la communauté internationale en faveur de la crise Centrafricaine.

Il faut mentionner les initiatives de la plateforme des religieux animée par trois responsables des principales communautés religieuses du pays : l'archevêque de Bangui, l'Imam, président de la communauté musulmane de Centrafrique et le représentant des églises évangéliques. Ces trois personnalités et bien d'autres travaillent ardemment à la réconciliation entre les communautés et la cohésion sociale.

Plusieurs organisations internationales (Les agences des Nations-Unies, Organisation mondiale de l'Immigration, World vision, Search for common ground, etc.) et des organisations locales (Collectif 236-Km5, les organisations des femmes, et des jeunes, les organisations religieuses) émergent et mènent des initiatives en faveur de la cohésion entre les communautés. Mais il faut noter un manque de coordination entre ces initiatives aussi louables soient-elles car celles-ci apparaissent au final très isolées.

Malgré son manque de moyens, cette société civile, se bat et s'affirme malgré les intimidations et les menaces de mort.

Mais à l'exemple de la classe politique, des comportements opportunistes sont aussi visibles au sein de la société civile. Certains leaders de la société civile ont pour seul objectif la recherche de poste au sein du gouvernement ou de l'administration.

### **3.4 Les enjeux du processus de la transition**

La complexité de la crise centrafricaine, à l'image de la complexité de la géographie et sociologie des belligérants, caractérise la difficulté de la transition actuelle à assumer sa mission. L'ampleur des désastres dans ce pays est telle que les priorités sont multiples et à tous les niveaux : sécuritaire, politique, économique, social, pour ne citer que celles-là.

*Sur le plan sécuritaire*, la présence des groupes armés, (Anti-balakas, FDPC d'Abdoulaye Miskine dans l'Ouest, Sélékas dans le centre et le Nord et Nord-est et l'armée de résistance du seigneur (LRA) du rebelle ougandais dans l'Est) reste et demeure une véritable préoccupation pour les autorités de la transition. La complexité de la configuration des deux principaux groupes que sont les Anti-balakas et la Séléka, avec une multitude de leaders et des chaînes de commandement mal définies reste une équation difficile à résoudre. On assiste, ces derniers temps, à une scission au sein de la Séléka avec des regroupements à tendance ethnique (peulh, arabe, rounga, Goula). Ces dissensions au sein de la Séléka s'est illustrée par la création, à l'issue de l'assemblée générale de Bambari du 25 au 26 octobre 2014, de l'Union pour la Paix en Centrafrique (UPC), dirigée par les généraux Ali Darass et Al-Khatim. Mais ce dernier a démenti avoir participé à cette initiative. D'autres assemblées générales des fractions de la séléka sont programmées à Kaga-Bandoro pour la faction dirigée par Nourredine Adam et à Bria par la faction de Zacharia damane. Ces scissions vont certainement fragiliser la coalition Séléka et pourrait favoriser la consolidation du processus de paix.

Les Anti-balakas, avec leurs multiples démembrements et commandements mais aussi le nombre pléthorique de ses combattants et des armes dont ceux-ci disposent posent le problème de leur source de financement.

Le pays semble diviser de fait en deux parties : une partie est sous contrôle de la Séléka et l'autre à l'Ouest contrôlé en majorité par les Anti-balakas. Même la capitale Bangui est divisée avec le Km5 qui est contrôlé par un groupe d'auto-défense musulman et le reste de la ville (en dehors du centre-ville que quelques rares quartiers) par les Anti-balakas.

Aujourd'hui, Anti-balakas et Sélékas s'organisent avec la création des états-majors militaires et des cellules politiques. Mais à chaque fois, dissensions émergent et remettent en cause leur commandement. Cet imbroglio complique le processus de négociation mis en place par le pouvoir en place en ce sens que les engagements pris par les uns et les autres sont remis en question par la base.

Sur le plan politique, l'instauration de l'autorité de l'Etat et le retour à la légalité constitutionnelle à travers l'organisation d'élections libres et démocratiques restent les principales priorités.

Le gouvernement, avec l'appui de certains partenaires (PNUD, Union européenne, France) travaille au redéploiement de l'administration dans l'arrière-pays, à travers la réhabilitation des bâtiments administratifs. La priorité est mise sur l'administration judiciaire afin de limiter les exactions sur le terrain. La question de la sécurisation du pays et surtout du désarmement des groupes armés reste un véritable casse-tête chinois vu leur nombre et la complexité de leur structuration.

La préparation des prochaines élections sous l'égide de l'Autorité Nationale des Elections (ANE) peine à avancer pour faute de moyens. Prévues pour février 2015, ces élections semblent irréalisables du fait que le recensement électoral n'est pas encore effectif et l'insécurité sur l'ensemble du pays constitue un handicap majeur à surmonter. La communauté internationale soupçonne le gouvernement de faire trainer le processus électoral dans le but de prolonger la transition.

Bien que des promesses de soutiens financiers (USA, Nations-Unies, Union Européenne) soient faites pour soutenir le processus électoral, tout semble indiquer que l'organisation des élections libres et transparentes d'ici le début de l'année 2015 est impossible, compte tenu du travail qui reste à faire avant cette échéance.

*Sur le plan économique*, la destruction du tissu économique est l'une des conséquences de cette crise. Toute l'économie du pays est à terre. L'agriculture souffre de l'insécurité avec le déplacement des producteurs en perpétuelle fuite pour se protéger. Les éleveurs peulhs sont presque tous à l'étranger quand ils ne sont pas massacrés. C'est le cas des commerçants constitués en majorité de sujets musulmans. Les rares commerces qu'on trouve sont à Bangui et tenus par des Libanais.

Les recettes de l'Etat proviennent essentiellement des recettes fiscales et douanières. Or, en plus de la destruction de l'administration, ce secteur souffre de la corruption et des détournements.

*Sur le plan social*, les défis sont immenses et touchent à la cohésion entre les communautés, le secteur de la santé et de l'éducation.

La déchirure sociale est tellement grave que les réponses à apporter doivent être importantes et inscrites dans la durée. La question de la jeunesse qui constitue l'essentiel des effectifs des groupes armés doit être traitée avec plus de sérieux. Le désarmement et la réinsertion de ces jeunes sont impératifs mais en évitant de commettre les erreurs des anciens programmes DDR<sup>15</sup> (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion).

---

<sup>15</sup> Les premières expériences de DDR en RCA ont été caractérisées par des malversations où on a vu la mise en écart des vrais anciens combattants et la prise en charge des personnes proches des hautes personnalités du



Le retour des réfugiés et des déplacés internes est une véritable préoccupation. Plusieurs maisons ont été détruites et des biens pillés. Une véritable reconstruction est à envisager pour ces futurs immigrés internes et un travail de sensibilisation pour que ces communautés puissent revivre ensemble.

La reconstruction des écoles et surtout la sensibilisation des parents d'élèves et des élèves pour la reprise des classes est un véritable défi. A cela s'ajoutent le faible effectif et le faible niveau des enseignants que vient compliquer les grèves récurrentes pour non-paiement de salaires.

Le secteur de la santé est dans une situation catastrophique à cause de la déliquescence des infrastructures mais aussi du faible effectif du personnel soignant et de la mauvaise qualité du service. Malgré l'appui des ONG internationales (Médecins Sans Frontières et autres), l'ampleur des besoins reste très importante avec les exactions qui continuent sur l'ensemble du pays.

Sur le plan humanitaire, les défis sont immenses même si les acteurs sur le terrain sont pluriels. Il y'a des centaines de milliers de déplacés internes et de réfugiés dans les pays voisins qui vivent dans des conditions sanitaires et alimentaires très difficiles. Les acteurs internationaux peinent à intervenir à cause de la recrudescence de l'insécurité mais aussi du mauvais état du réseau routier pour accéder aux zones rurales.

Mais malgré toute la mobilisation internationale à travers le déploiement des forces internationales et les appuis de toutes natures, la situation semble non résolue. La reprise des hostilités à Bangui et Bambari au cours du mois de septembre et octobre 2014 en est l'indicateur.

### **3.5 Les interventions internationales et des Etats de la Sous-Région**

Au niveau de la sous-région, plusieurs interventions ont eu lieu à travers des négociations entre les belligérants. Plusieurs réunions de négociation se sont tenues dès le déclenchement de la crise, à Libreville le 11 janvier 2013, à Ndjaména les 18 avril 2013 et 10 janvier 2014, et enfin à Brazzaville le 22 juillet 2014). Ces différentes rencontres successives n'ont pas permis de dénouer l'imbroglio centrafricain.

Dès le déclenchement de la crise, sous l'impulsion du Président congolais Sassou Nguesso, principal médiateur de la crise, le général congolais Essongo a été désigné comme négociateur.

Sur le plan international, le 1er août 2013, afin de recouvrer la stabilité du pays, l'Union africaine décide de déployer la MISCA (Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique), renforcée par la résolution 2127 adoptée le 5 décembre 2013 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Forte de plus de 3000 hommes, cette nouvelle mission vient remplacer la « Mission de Consolidation de la Paix en République centrafricaine » (MICOPAX) afin d'aider le gouvernement transitoire centrafricain à sécuriser son territoire. A cela s'ajoute les 2000 hommes de la force française de la Sangaris et les 600 hommes de la force européenne EUFOR. Le 15 septembre 2014, la MISCA a passé le relais à la

---

pouvoir ou des gestionnaires du programme DDR. Cette situation a suscité la réaction violente des vrais anciens combattants qui ont été purement et simplement écartés du processus.



MINUSCA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA). Sa mission, entre autres, est d'assurer la protection des civils, appuyer la mise en œuvre de la transition, y compris l'action en faveur de l'extension de l'autorité de l'Etat et du maintien de l'intégrité territoriale, agir en faveur de la justice nationale et internationale et de l'état de droit et travailler au désarmement, à la démobilisation, la réintégration et le rapatriement des populations.

Des appuis financiers et surtout budgétaires des pays de la sous-région mais aussi des partenaires internationaux (France, USA, Union Européenne, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement) ont permis de donner un peu de souffle aux autorités de la transition mais la mauvaise gestion et l'impunité ont caractérisé la gestion de ces aides.

Il est aussi important de noter que ces appuis n'ont pas été suivis des mesures de contrôle ou conditionnalités de bonne gouvernance, étant donné que des cas de mauvaise gestion et de détournement des aides extérieures ont été à maintes fois signalés.

### **3.6 Les influences des conflits Darfourien et celui de Boko-Haram**

Roland Marchal affirme que la RCA n'a pas été que fragile dans le Nord. La guerre au Soudan a influencé la situation sécuritaire dans l'est centrafricain. Déjà avec la rébellion de John Garang dès les années 1960, son mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) a servi dans la collecte et la vente d'ivoire, or et diamant centrafricains en Ouganda et au Kenya. On a assisté aux incursions de l'armée soudanaise en territoire centrafricain pour traquer les rebelles sud-soudanais. Par ailleurs, les réserves de faune de ce pays ont souffert pendant plusieurs années des braconniers soudanais. La porosité des frontières et surtout l'abandon du pouvoir de Bangui de la partie est et Nord-est ont permis l'installation des troupes du rebelle ougandais Joseph Kony, leader de l'armée de résistance du seigneur (LRA). Un contingent de l'armée ougandaise ainsi que quelques éléments de l'armée américaine ont été déployés dans l'Est du pays pour traquer les éléments de Kony mais sans succès à ce jour. Et des accusations de trafic de diamant et ivoires envers les éléments ougandais ont suscité des réactions.

La prise de pouvoir de la coalition Séléka à majorité musulmane avec des implications des mercenaires tchadiens et soudanais a suscité des interrogations sur une éventuelle connexion de ce groupe avec la secte islamiste nigériane de Boko Haram. L'insécurité à la frontière Ouest de la Centrafrique et la montée des attaques au Nord Cameroun et ses répercussions sur les frontières tchadiennes soulève des craintes justifiées. Des rumeurs sur la présence à Birao, (ville du Nord-Est Centrafricain et frontalière avec le Soudan et le Tchad mais surtout un des fiefs de la Séléka) des 200 lycéennes nigérianes enlevés par Boko Haram a défrayé la chronique il y'a quelques mois. La violence des attaques des Anti-balakas et la propagation de l'hostilité contre l'islam et les musulmans en RCA, avaient, à une époque, suscité la réaction de Boko Haram à déclarer la guerre aux chrétiens de Centrafrique.

Le Cameroun a été confronté à la montée en puissance et aux attaques récurrentes de Boko Haram dans la partie septentrionale du pays, frontalière avec le Nigéria et aux incursions des éléments de la Séléka et ensuite des Anti-balakas à l'Est du pays, zones frontalières avec la République centrafricaine. Le gouvernement camerounais soupçonne des complicités entre ces groupes rebelles

et les hommes politiques camerounais, ce qui a entraîné l'arrestation de certaines personnalités (Me Abdoulaye Harissou, notaire et, Aboubakar Sidikki, président du Mouvement patriotique du salut camerounais (MPSC, opposition), tous deux interpellés au mois d'août 2014 par les services de sécurité pour besoin d'enquête.

### 3.7 Le rôle de la France et de l'Union Européenne

La France a joué un rôle important dans le conflit centrafricain. Elle a été l'initiatrice des différentes résolutions onusiennes sur la RCA. Elle a déployé la force Sangaris dès le 5 décembre, date de l'attaque des Anti-balakas sur Bangui. La simultanéité de ces deux événements et les premiers désarmements des éléments de la Séléka par la force Sangaris ayant déclenché le meurtre des civils musulmans ont suscité des questions sur l'impartialité des forces françaises. Certains reportages<sup>16</sup> ont fait état d'une certaine « sympathie » entre certains français de la Sangaris et les chefs de la milice Anti-balaka.

Mais, il est à signaler que la France a pesé d'un grand poids dans la recherche des solutions au problème centrafricain. Plusieurs missions venant de Paris et même au niveau de la présidence et du gouvernement Français ont été effectuées à Bangui. Des appuis (financiers et assistance technique) ont été apportés aux autorités aux institutions en place.

L'Union Européenne, quant à elle, a joué et continue de jouer un rôle important. L'envoi du contingent de la force européenne composé d'un millier d'hommes pour sécuriser l'aéroport de Bangui et les 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements de Bangui en est la preuve.

Un dispositif financier, les fonds fiduciaires *Békou* (espoir en sango) a été mis en place par la Commission Européenne pour mobiliser des financements en faveur de la Centrafrique. Ce fonds, doté de 64 millions d'euros (41 millions de l'UE, 5 millions versés par la France et 5 par l'Allemagne en 2014, autant envisagés par les deux pays pour 2015, 3 millions des Pays-Bas), a d'ores et déjà permis le lancement de trois premiers projets qui doivent bénéficier directement aux populations: le premier porte sur la reconstruction des services de santé ; le second vise à réhabiliter des infrastructures publiques à Bangui, en recourant à la main d'œuvre locale ; le troisième, en faveur des femmes, a pour objectif de les aider à renforcer leurs positions économiques et sociales ainsi que leur rôle dans le processus de dialogue et de réconciliation.

Les Nations Unies ont déployé un dispositif important pour la résolution de la crise centrafricaine. Sur le plan militaire, les forces de la MINUSCA ont pris le relais de la MISCA. Mais, malgré l'important déploiement des casques bleus, l'insécurité règne toujours sur le terrain tant à Bangui qu'en provinces.

Des efforts sont également fournis pour les partenaires (Nations Unies, Union Européenne et la France) pour le redéploiement de l'administration dans l'arrière à travers la réhabilitation des bâtiments administratifs. Notons que depuis la prise du pouvoir par la Séléka, tous les bâtiments et logements administratifs ont été pillés et saccagés.

---

<sup>16</sup> [www.france24.com](http://www.france24.com): Spécial investigation, décembre 2013

#### 4. Suggestions

La complexité de la crise centrafricaine et surtout la multiplicité des belligérants, même si l'attention ne se focalise aujourd'hui que sur les Sélékas et les Anti-balakas exigent une approche subtile pour sa résolution.

Les avancées observées dans la recherche de solutions à la crise mais aussi et surtout la dégénérescence qui s'en suit amène à se demander de la pertinence des solutions envisagées.

La compréhension et l'acceptation par tous les Centrafricains des véritables causes de ces crises récurrentes sont des préalables pour la recherche de voies et moyens aux problèmes centrafricains.

Plusieurs fora et conférences nationales tenus dans ce pays, suivis d'actes de pardon et de réconciliation entre les dirigeants n'ont pas abouti à enterrer les démons. Les rebellions de l'APRD et ceux qui se sont coalisés autour de la Séléka sont nés au lendemain du dialogue inclusif et des états généraux des secteurs de développement du pays. Un dénominateur commun détermine ces multiples assises nationales : Le non-respect des engagements et la difficulté de mise en œuvre ou le suivi de la mise en œuvre des engagements signés.

Aujourd'hui, l'ampleur de la dégradation de la situation et aussi la pluralité des priorités exigent une autre approche et un engagement réel et décisif à différents niveaux.

La conduite de la transition actuelle à travers les comportements opportunistes des acteurs tant au niveau de la Présidence, du Conseil National de Transition que du Gouvernement, le manque d'engagement politique et de fermeté envers les groupes armés hypothèquent sérieusement l'issue de cette transition.

Bien que la situation semble désespérant eut égard aux différents paramètres analysés plus haut, les suggestions suivantes peuvent aider à juguler la crise et donner une issue heureuse à la transition politique dans ce pays.

A court terme, les mesures à prendre pour la résolution de la crise peuvent se concentrer sur : l'instauration de la sécurité à Bangui et l'ensemble du pays ; la restauration de l'autorité de l'Etat à travers le redéploiement de l'administration sur le terrain ; la lutte contre l'impunité à travers la réforme et le déploiement de la police, gendarmerie et de toute la chaîne pénale ; la réinsertion sociale de la jeunesse pour limiter leur participation aux groupes armés et leur participation aux actes de vandalisme ; la création des conditions favorables pour l'organisation d'élections crédibles.

A moyen et long termes, il est important de se concentrer sur : la restructuration et le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité ; la création des conditions pour le désarmement des groupes armés et des civils armés à travers un processus de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion) ; la création des conditions pour la mobilisation et la sécurisation des ressources fiscales ; le renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics ; l'organisation d'une conférence nationale à partir des consultations locales pour discuter des causes profondes aux différentes crises ; la mise en place d'une commissions vérité, justice et

réconciliation en partant des consultations locales; la mise en place d'un mécanisme légal (constitution et code pénal) pour mieux définir et clarifier le code de nationalité centrafricaine ; la mise en place d'un dispositif pour lutter contre les exactions envers les minorités musulmanes et leur intégration dans les instances de décisions.

L'implication des pays de la sous-région, CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale) et CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) et du reste de la communauté internationale est primordiale pour aider à remettre la Centrafrique sur pied en lui donnant les moyens et capacités à mettre en œuvre les recommandations ci-dessus.

Au niveau des instances sous régionales (CEMAC et CEEAC), leurs appuis déjà amorcés à travers la contribution aux forces des Nations Unies de la MINURCA et les aides financières devront être renforcés et surtout assortis des conditionnalités de bonne gouvernance. L'Union Africaine, les Nations Unies, l'Union Européenne et les partenaires bilatéraux devront également s'engager aux côtés des organisations sous régionales pour aider à atteindre ces objectifs.

Un accompagnement des acteurs de la transition mais également des mesures fermes de lutte contre les groupes armés qui évoluent aux frontières des Etats devront être renforcés.

**Bibliographie**

**Patrice GOURDIN** : République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié, octobre 2013

**Roland Marchal** : CAR and the regional (dis) order, 2014

**Dieudonné MOZOULOUA** : Fragilité de l'état et sous-développement en Centrafrique, 2009

**Eddy Symphorien Kparekouti** : Sursaut utopique ou réelle opportunité pour un renouveau démocratique?, juin 2013

**Mohamed Houssein** : Les conflits armés en Centrafrique, causes et conséquences, janvier 2014

# ***Assurer la sécurité en République Centrafricaine mission impossible ?***

**L'auteur :** Faouzi KILEMBE, est un chercheur indépendant de nationalité centrafricaine. Il a travaillé comme consultant indépendant pour la Banque Mondiale et l'Union Européenne en Centrafrique. Il travaille actuellement comme assistant technique auprès d'un programme de développement financé par l'Union Européenne en Centrafrique.



*Cameroun/ Afrique Centrale*

---

©- by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2014.

Tél. 00 237 22 21 29 96 / 00 237 22 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / Fax : 00 237 22 21 52 74

E-mail : [info@fes-kamerun.org](mailto:info@fes-kamerun.org)

Site : <http://www.fes-kamerun.org>

